

LE CHIFFRE **10 000**

Grève des éboueurs en Grèce

Le gouvernement grec et plusieurs municipalités du pays ont appelé vendredi le syndicat des éboueurs à mettre fin à une grève de plus d'une semaine qui a entraîné l'accumulation de milliers de tonnes d'ordures dans les rues d'Athènes et de plusieurs autres villes. Plus de 10 000 tonnes de débris se sont accumulées dans la capitale grecque, selon le maire de la ville, Nikitas Kaklamanis. (AFP)

L'HISTOIRE



Mont Saint-Odile : Airbus blanchi

La justice française a écarté la responsabilité civile d'Airbus et confirmé vendredi en appel la relaxe des six personnes prévenues dans le procès du crash d'un Airbus au Mont Saint-Odile, dans l'est de la France, qui avait fait 87 morts en 1992. Bernard Ziegler, ex-directeur technique d'Airbus, poursuivi notamment pour l'ergonomie du cockpit, "n'a pas commis de faute civile", a jugé la cour d'appel de Colmar dans son arrêt. La cour a en outre confirmé la responsabilité civile de la société Air France, successeur légal d'Air Inter, en tant que transporteur. (AFP)

LA PHRASE

“ Les réformes des statuts d'autonomie des régions se poursuivent, et il est possible qu'il y ait une réforme du statut (du Pays Basque). ”

MARIA TERESA FERNANDEZ DE LA VEGA
Selon la vice-présidente du gouvernement espagnol, Madrid est prêt à réformer le statut basque pour éviter l'autodétermination prônée par le chef du gouvernement régional basque.

Union européenne - LE SOMMET DE BRUXELLES

Une Union méditerranéenne recadrée

- ▶ Les Vingt-sept ont approuvé, sans enthousiasme, le projet d'Union pour la Méditerranée cher à la France.
- ▶ Pour obtenir le consensus, Sarkozy a dû revoir sa copie.
- ▶ L'UPM n'est pas une alternative à l'adhésion de la Turquie, disent ses partenaires.

Après le *Traité simplifié*, et le *groupe des Sages*, ça fait une troisième initiative de la France s'est félicité le Président Sarkozy, dans la nuit de jeudi à vendredi à Bruxelles, après que les Vingt-sept ont validé l'idée d'une Union pour la Méditerranée (UPM) portée par Paris et soutenue, du bout des lèvres, par Berlin.

Pour obtenir un consensus, le Français a cependant été contraint de revoir ses ambitions à la baisse. Pour se concilier Angela Merkel, guère emballée par le concept, il a dû accepter que la chancelière allemande corrige sa copie, avant qu'elle ne soit présentée aux autres chefs d'Etat et de gouvernement, ce jeudi.

Nicolas Sarkozy rêvait d'une Union méditerranéenne qui ras-

semblerait les pays riverains de la *Mare nostrum*, européens, africains et proche-orientaux. Il devra se contenter d'une Union pour la Méditerranée, composée des Vingt-sept, de 12 pays du pourtour méditerranéen, auxquels s'ajoutent la Jordanie et la Mauritanie. Le glissement n'est

pas uniquement sémantique. Loin d'être le grand ensemble souhaité par Paris, l'UPM est une réactivation du processus, moribond, de coopération euro-méditerranéenne lancé à Barcelone en 1995.

De plus, dans l'esprit de Nicolas Sarkozy, l'Union méditerranéenne, première version, offrait

une solution de rechange acceptable à l'adhésion de la Turquie à l'UE, à laquelle le locataire de l'Elysée est opposé. De cette option, il n'a jamais été question lors du sommet bruxellois. "Nous avons eu hier et aujourd'hui une discussion très franche et nous

n'avons jamais utilisé le mot *Turquie*", a assuré le Premier ministre slovène Janez Jansa, dont le pays assure la présidence de l'UE. De son côté, le président de la Commission, José Manuel Barroso a indiqué sans équivoque que l'UPM "n'est pas une alternative à l'entrée de la Turquie" dans le club Europe.

Premier sommet le 13 mai

Si le Président français assurait, vendredi, que "tout le monde s'est rallié à l'idée avec enthousiasme", l'impression qui prévaut est que l'UPM ne suscite pas une passion ni un intérêt dévorants dans les autres capitales. "Je ne suis pas dans le secret des dieux ni informé des idées de Sarkozy", déclarait vendredi le Luxembourgeois Juncker. "Ce que nous avons dit hier soir, c'est que nous espérons que le processus de Barcelone sera enrichi."

Les Vingt-sept ont chargé la Commission de plancher sur les modalités de ce qui sera connu sous le nom de "Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée". Plusieurs questions restent en suspens, avant la tenue du premier sommet du nouvel attelage, le 13 juillet, à Paris. Celle du financement, plusieurs Etats membres estimant que les fonds alloués à "Barcelone" suffisent amplement.

Ou celle, diplomatiquement sensible, ayant trait à la nomination des deux coprésidents de l'UPM, l'un représentant l'UE, l'autre les non-membres. Parvenir à contourner les animosités, notamment israélo-arabes, qui ont plombé le processus de Barcelone sera une condition sine qua non pour que l'UPM porte des fruits. "Ce qui compte, avant tout, c'est de mener des actions concrètes et des projets qui intéressent tous les partenaires", défend une source française. "Personne ne peut raisonnablement s'opposer à un projet de dépollution du pourtour méditerranéen, par exemple."

Olivier le Bussy
(Lire la suite des informations sur le sommet de Bruxelles en page 12)

3 QUESTIONS À ANTOINE BASBOUS

Directeur de l'Observatoire des pays arabes

En quoi l'UPM peut-elle réussir là où le processus de Barcelone a échoué ?

Il ne s'agit pas de la construction d'un pont ou d'une ligne de métro. C'est un projet qui s'inscrit dans la durée.

C'est intéressant, stimulant, mais ce sera difficile à mettre en œuvre et il y aura des difficultés à surmonter d'un côté comme de l'autre. J'espère que les uns et les autres auront tiré les enseignements de l'échec de Barcelone pour mieux appréhender ce nouveau projet. Mais ce n'est pas parce qu'il y a un échec qu'il faut renoncer à tenter quelque chose d'autre. L'UPM est un projet réel, concret. Je pense que c'est une bonne idée d'avoir des cercles concentriques, des projets à géométrie variables pour contourner les possibilités de blocages.

Selon les cas, les pays seront libres d'y adhérer ou pas. Il ne faut pas nécessairement vouloir que tout le monde soit logé à la même enseigne.

Peut-on espérer que l'UPM favorise un processus de démocratisation du sud méditerranéen ou est-ce un vœu pieu ?

L'affichage de cette ambition est indispensable, même si les régimes en place sont peu portés sur la démocratie.

Ils ne connaissent pas l'emprise du temps et des mandats. Ils n'adhéreront qu'à l'UPM que s'ils ont la garantie de se maintenir au pouvoir, ce qui est leur priorité. Il y a une incompatibilité entre le souhait de démocratisation du sud méditerranéen et l'objectif de ces régimes de vouloir conserver le pouvoir coûte que coûte.

Les pays arabes ont engrangé les bénéfices financiers du processus de Barcelone sans payer la facture. Les Européens seraient inspirés de ne pas se laisser faire sur les questions des droits de l'homme, de l'ouverture, du développement de la société civile et de la démocratisation.

En dépit des critiques de certains Etats membres de l'UE, un projet qui n'aurait concerné que les seuls pays du pourtour méditerranéen n'aurait-il pas été préférable ?

Avoir toute l'UE à bord est un plus, même si le contenu du projet pourrait paraître moins ambitieux. Mieux vaut se concentrer sur une partie du projet plutôt que de ne rien réaliser.

(OleB)

